

Interview express

Didier Bernus, secrétaire de la fédération FO services publics de santé

« Les voyants sociaux sont dans le rouge »

Les tensions palpables dans le secteur hospitalier, en particulier au Chits, n'ont pas échappé à Didier Bernus, secrétaire général de la fédération Force ouvrière des services publics de santé, présent à la dernière assemblée générale extraordinaire du syndicat majoritaire FO (notre édition du 23 mai).

Les conditions de travail se dégradent-elles ?

Les clignotants sont au rouge au niveau national. Les difficultés vont se multiplier, et Toulon ne fait pas exception.

Quel est le sentiment des personnels ?

Il y a de la lassitude, de la résignation, mais aussi une « colère rentrée ». On dit très solennellement au gouvernement qu'on se prépare vraiment à une dégradation du climat social si rien n'est fait pour les personnels. On attend du concret en effectifs et en moyens. Cela nécessite que le ministère débloque des crédits.

Quels sont les secteurs sous tension ?

Ils sont au nombre de trois : celui des urgences, de la chirurgie et de la prise en charge des personnes âgées. Ce qui n'exclut pas des difficultés dans les autres services.

Les urgences sont très exposées...

Les soins de ville (gardes, dimanches et jours fériés) ont été rationnés. Quand on a demandé à la médecine de ville de diminuer ses volumes pour maîtriser les dépenses maladies, on a transféré les activités vers les établissements hospitaliers par le canal des urgences. Les services ont du mal à absorber une activité croissante.

Qu'en est-il de la prise en charge des seniors ?

Outre la charge financière que doivent supporter les familles et les personnes hospitalisées, l'hôpital ne dispose pas de personnes en nombre et en qualité suffisants. La prise en



(Photo Mélissa Ches)

charge est difficile pour assurer les repas, les soins, notamment d'hygiène.

La baisse des tarifs hospitaliers est décriée...

Nous la contestons. On ne peut pas diminuer comme cela (1,19 %, soit 2 M€ de recettes en moins pour le Chits, soit l'équivalent de salaires de 40 à 60 agents Ndlr). Selon la Fédération hospitalière de France, la baisse des tarifs, qui aggrave la situation financière, entraînera une baisse des effectifs équivalente à 20 000 emplois. Il faut sortir de cette logique productiviste dans nos hôpitaux qui ne peut pas marcher avec l'éthique des soins.

CATHERINE PONTON
cpontone@varmatin.cc